

Question d'Europe
n°430
18 avril 2017

La France et ses tourments Européens L'Europe dans la campagne présidentielle

Jean-Dominique Giuliani

La France est perturbée par l'Europe.

La campagne électorale en vue de l'élection présidentielle voit s'affronter 11 candidats. Aucun d'entre eux ne s'estime satisfait de l'Union européenne.

Parmi ceux qui ont rempli les conditions - manifestement trop laxistes - pour se présenter, on compte 4 candidats d'extrême droite, 3 d'extrême-gauche, un exotique et sympathique berger des Pyrénées, les représentants des deux plus importantes formations de gouvernement de l'échiquier politique et un candidat surprise, qui a anticipé avec succès la contestation des partis politiques traditionnels.

4 d'entre eux veulent carrément sortir de l'Union. Tous les autres veulent la réformer plus ou moins. Serait-elle devenue, ainsi que François Hollande l'a affirmé le 16 avril commémorant la bataille du Chemin des Dames, le « bouc émissaire de nos renoncements » ? Ou plus simplement le révélateur d'un mal-être hexagonal, une sorte de miroir qui renvoie aux Français une image dégradée de leur ambition nationale ? Ne servirait-elle pas de prétexte à une quête insatisfaite d'un rôle particulier dans le monde ? Ou serait-elle tout simplement le dérivatif facile d'une colère de moins en moins rentrée face à des bouleversements inexplicables des sciences, de l'économie, de la politique et donc de la vie en société ?

Il y a bien une spécificité politique française. Cette élection présidentielle en révèle tous les aspects négatifs. L'élection d'un nouveau président pourra-t-elle nous en montrer les côtés positifs et les transformer en un nouvel élan national plus favorable à un engagement européen ?

LA FRANCE EN QUÊTE D'ELLE-MÊME

Les Français sont capables de grands accomplissements comme de surprenants abandons. Toute l'histoire de la France est, en réalité, cyclothymique.

Malgré les errements politiques de ces dernières années, l'économie du pays reste forte et porte en elle des ressorts sous-estimés. L'inventivité des Français est connue et reconnue. Des mathématiques, où elle excelle au premier rang mondial, à la physique quantique et aux technologies médicales jusqu'aux technologies de l'information et de la communication, la créativité des Français est d'un niveau exceptionnel. La recherche fondamentale est loin d'être à la traîne, les start-ups brillent de leur bouillonnement et font même le bonheur de ceux qui, à l'étranger, ont les moyens de les acheter pour les développer sur les marchés industriels et commerciaux. La France dispose de beaux atouts, d'une réelle puissance, d'un

niveau d'éducation certain et d'une passion pour la culture qui la rend toujours aussi attrayante et unique. Mais elle se cherche. Elle n'est pas la seule dans le concert des nations à tenter d'y voir clair dans les bouleversements scientifiques qui entraînent tant de changements dans l'économie et les modes de production, dans les échanges, la finance, les rapports de force dans le monde. Ses citoyens en subissent les effets : pour certains le déclassement, pour les autres l'angoisse du lendemain, pour tous une concurrence accrue et une vie moins facile, des inégalités nouvelles, des opportunités parfois incomprises, de nouvelles pratiques et des nouveautés inexplicables parce qu'expliquées par personne. Un sentiment de déclin, largement faux mais confirmé par de piètres oracles, s'est répandu dans la société française comme un venin mortel, celui des revendications, du mécontentement, voire de la colère.

La France et ses tourments européens : L'Europe dans la campagne présidentielle

Car la France, comme toutes les nations, a ses propres repères et ses aspirations intimes, qui puisent leurs références et leur expression dans l'histoire et subissent donc de plein fouet les changements de l'heure.

On parle encore en France de « Grenelle », en référence au dénouement, en 1968, d'une crise quasi-révolutionnaire, par un pouvoir aux abois qui avait tout accepté des revendications salariales d'un pays en grève. Les « Grenelle » sont devenus des mirages transformés en grandes réunions de remise à plat de pans entiers de l'organisation politique, économique et sociale. Dans les années récentes nous avons ainsi connu le « Grenelle de l'environnement », « le Grenelle de la Mer » et les demandes affluent de nombreux autres « Grenelle » de la Démocratie, de la fiscalité, etc. Bientôt nous aurons droit à un « Grenelle de l'Europe » ! Quel drôle de pays que celui qui va chercher un demi siècle en arrière, une recette incertaine pour calmer les mécontentements du moment ! Ne serait-il pas plus opportun de regarder d'abord vers l'avenir ? Et de le faire avec les arguments et les moyens les plus modernes ?

De la même manière, la nostalgie des temps passés cultive le rêve de la grandeur gaulliste. Nul ne saurait contester les succès du Général qui a permis à la France vaincue de s'asseoir à la table des vainqueurs, lui redonnant sa fierté, puis sa prospérité en l'insérant à sa manière dans la construction européenne que rejetaient ses affidés. Mais c'était il y a 60 ans ! Et l'on peut douter que les mêmes recettes soient aujourd'hui applicables au monde nouveau. Cette nostalgie d'une France fière et proactive, présente et originale sur la scène internationale, concerne surtout une attitude qu'on aimerait davantage voir chez les leaders politiques. Les Français sont dans l'attente d'hommes d'Etat qui prennent leurs tiques en fonction d'une vision de leur pays sur la scène internationale, d'une anticipation stratégique de ce que seront la France et l'Europe dans une configuration internationale en mutation. L'absence de projection dans l'avenir de la classe politique française explique en partie le véritable rejet dont elle est l'objet. Il est le ressort d'une vraie colère justifiée par une profonde déception. Les Français ont souvent fonctionné ainsi :

ils veulent qu'on leur propose une vision ambitieuse pour leur pays, quitte à s'y opposer, mais la plupart du temps pour s'en rassurer. L'importance de la fonction présidentielle dans leurs institutions oblige donc le tenant du titre à l'exemple et à l'ambition. Dans le système politique français, c'est le président qui élève ou rabaisse le débat. C'est lui qui pousse les Français vers le haut ou les incite à stagner.

Enfin, la vie politique française elle-même est frappée de plein fouet par une modernité exigeante. Les affaires montrent combien la sensibilité à l'exemplarité est devenue essentielle dans le choix des électeurs. François Fillon en a fait les frais et Marine Le Pen elle-même n'en est pas exempte. Les codes politiques français, comme partout au sein des autres démocraties, ont profondément changé. A une carrière politique devenue quasi-professionnelle correspond désormais une demande de transparence, des comportements et des règles strictes qui sont déjà ceux de la plupart des pays européens. Les longues carrières politiques, parfois de plus de 40 ans, dont la France est la championne toutes catégories (F. Mitterrand, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi Nicolas Sarkozy et François Hollande) semblent de moins en moins acceptées, les pratiques d'un pouvoir sacralisé et magnifié de moins en moins tolérées.

D'ailleurs les grands partis eux-mêmes n'ont pas résisté à des contestations internes, au point de devoir organiser des primaires pour départager les postulants à la fonction suprême. On voit combien cet exercice est incompatible avec l'élection présidentielle, qui se veut un dialogue direct entre les Français et les candidats. Le filtre des partis a d'ores et déjà causé de tels dégâts en ne désignant pas forcément les meilleurs candidats, qu'il met à mal l'avenir lui-même desdits partis de gouvernement. En 2012, François Hollande avait surgi de la base d'un parti socialiste dont le candidat plébiscité s'était lui-même disqualifié. En 2017, le PS a payé ce choix par défaut en choisissant un « frondeur », symbole de l'opposition interne à sa politique. La primaire de la droite s'est apparentée à un véritable « jeu de massacre » où les favoris se sont mutuellement éliminés, ouvrant la voie à un candidat inattendu. On peut douter du renouvellement de

l'expérience et ni la droite ni la gauche ne semblent enthousiastes à l'idée d'organiser des primaires dans l'avenir.

Les débats qui en ont résulté ont donc privilégié les sujets nationaux, rejetant longtemps les problématiques internationales et européennes au dernier rang des échanges et des programmes et mettant en avant la question identitaire.

Il est ainsi possible d'affirmer avec les Français, que le débat s'est appauvri. 73% d'entre eux partagent cet avis¹ et 81% se déclarent insatisfaits et déçus par la campagne électorale².

La responsabilité de la classe politique est immense dans la désespérance du moment qui ouvre la voie aux extrémismes et aux simplismes de toutes origines.

Les Français sont dans l'attente de ce qu'ils appellent « une grande vision » et qu'on pourrait plus simplement définir par quelques idées neuves, expliquant l'état du monde et du pays et proposant une ambition pour l'avenir. En son absence, ils apparaissent plus négatifs que jamais, donnant de l'écho à ceux qui plaident pour le repli national, les frontières, la renationalisation des solutions aux problèmes du pays. A cet égard, ils ne sont pas réellement originaux au regard de ce qui se passe dans toutes les démocraties du monde et plus particulièrement en Europe, mais il s'agit d'une vraie rupture avec les élections passées. Et la campagne électorale est devenue aussi inattendue que celles qui ont conduit au Brexit ou à l'élection de Donald Trump.

UNE PRÉSIDENTIELLE INÉDITE

A plus d'un titre cette campagne restera dans l'histoire.

Du fait des primaires elle a commencé il y a plusieurs années et plus concrètement depuis 10 mois. C'est une nouveauté, même si les candidats ont toujours dû, dans le passé, polir et peaufiner leurs profils au cours de longues années de préparation.

Elle a été perturbée par « les affaires » et l'intervention de la justice en a modifié le cours, jusqu'aux tous derniers jours puisque la candidate du Front national devrait être convoquée début mai pour s'expliquer sur l'emploi de ses assistants parlementaires.

Toujours à cause des primaires, les candidats ont cru

devoir présenter des programmes précis jusqu'au pointillisme, multipliant les promesses.

Les « décodeurs » du journal Le Monde en ont ainsi recensé 3 200 abordant 80 thèmes différents ! C'est plus qu'un programme de gouvernement, c'est même mieux qu'un discours de politique générale que tout Premier ministre doit prononcer devant l'Assemblée nationale. Ce n'est manifestement pas ce qu'attendaient les électeurs si l'on en juge par le programme de celui qui est en tête des intentions de vote à une semaine du scrutin, Emmanuel Macron, qui s'est contenté d'un document d'une trentaine de pages et s'est gardé de trop de précisions.

Les électeurs français, qui se déclarent intéressés à 79% par l'élection présidentielle, accordent une grande importance à la personnalité des candidats. Sa hauteur de vues et son inspiration comptent davantage que sa technicité. Ils veulent « avoir une vision claire de là où il faut aller »³ et sont disposés à soutenir celui ou celle qui « éclaire » quelque peu un avenir devenu incertain. C'est alors que le rôle et la place de la France dans le monde deviennent des critères quasi-dirimants de leur choix. Et, bien sûr la dimension européenne n'est pas en reste.

Depuis de nombreuses années, la vie politique française a mis l'Europe à l'écart de débats nationaux autocentrés. Or, dans la mémoire collective des Français, on se souvient des présidents à propos de quelques événements internationaux marquants qui ont tous, peu ou prou, à voir avec l'Union européenne : de Gaulle et sa diplomatie, plusieurs fois entrée en conflits avec la construction européenne qui n'était pas en phase avec ses efforts de reconstruction nationale, Pompidou et l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union, Valéry Giscard d'Estaing et les meilleurs moments du couple franco-allemand, endossés et nourris par François Mitterrand, Jacques Chirac et son opposition tellement « européenne » à la seconde guerre d'Irak, Nicolas Sarkozy, en 2008, avec sa présidence de l'Union en pleine crise financière et, déjà, la question russe avec l'invasion de la Géorgie.

Cette fois-ci, la campagne électorale ne traite de l'Europe qu'au travers de clichés extrêmes, de

1 Enquête Sciences-Po CEVIPOF
– IPSOS vague 12 bis avril 2017

2 Sondage Harris-Fondation
pour l'innovation politique paru
dans le Figaro des 15 et 16
avril 2017.

3 Enquête CEVIPOF précitée

La France et ses tourments européens : L'Europe dans la campagne présidentielle

considérations techniques qui n'ont pas grand-chose à y faire (un Parlement ou un budget pour la zone euro), en toutes hypothèses jamais comme un élément consubstantiel aux politiques nationales de la France. Jamais comme l'un des engagements majeurs de la France qui la renforce et donc l'oblige. On parle de l'Europe entre Français ; en fait on parle de la France ! Pour les Français, l'Europe idéale serait française et construite pour la France ! Oublier à ce point les enjeux que constituent les nouveaux rapports de force dans un monde d'Etats-continent et leurs conséquences sur la scène nationale est au mieux irresponsable et au pire infantile.

Pour les extrémistes, il faut quitter l'Europe et l'euro afin de retrouver une souveraineté soi-disant perdue. Que ferait la France seule dans la jungle financière mondiale ? Cet argument est largement dépassé et les Français n'adhèrent pas à ce simplisme éculé. Selon tous les sondages, 72% d'entre eux veulent garder l'euro, dont ils ont compris manifestement l'intérêt⁴. S'agissant des principaux sujets de préoccupation, ils estiment aussi qu'ils doivent être traités dans un cadre européen, c'est-à-dire en coopération avec nos voisins et alliés : à 65% pour la défense, à 60% pour la politique étrangère, à 56% pour la sécurité⁵. Alors comment analyser cette tonalité systématiquement négative dès qu'on aborde les sujets européens ? Comment comprendre le désamour français pour l'Europe ? Une réalité ? Une mode ? Une posture ? L'instinct de survie d'une classe politique peu au fait des affaires du monde et qui ne comprend pas grand chose à l'Europe ?

Plusieurs causes semblent l'expliquer.

D'abord l'absence de mention de la dimension européenne dans les discours des responsables politiques. Aujourd'hui l'Europe n'est plus un sujet en soi, mais chacune des problématiques publiques que doivent traiter les dirigeants porte en elle une dimension européenne, qui est systématiquement occultée. Les spécialistes en la matière sont les Britanniques dont le gouvernement de David Cameron l'a chèrement payé le 23 juin 2016 en tentant de convaincre qu'il fallait rester au sein de cette Union qu'il « n'aimait pas » et dont il s'efforçait de ne jamais

parler. Ainsi on ne parle d'Europe que lorsqu'on doit appliquer des réglementations européennes contraignantes, par ailleurs acceptées voire proposées par le gouvernement français, qui s'ajoutent aux réglementations nationales. Jamais lorsqu'on évoque les grands sujets mondiaux ou les réussites incontestables qu'on lui doit. Nos voisins allemands évoquent quant à eux les questions européennes en permanence, et évidemment dès qu'il y a une réunion de responsables européens. Le Parlement allemand les contrôle, les conteste, commente leurs décisions. La France en est, pour sa part, restée aux temps où l'Europe se construisait avec l'accord tacite des peuples car elle apportait la stabilité, la prospérité et le succès. Elle est déçue de ne plus « rêver d'Europe » alors qu'il n'y a pas lieu de rêver d'une organisation régionale avec ses travers juridiques, diplomatiques, voire bureaucratiques. Il faut la faire vivre, l'orienter, y convaincre ses partenaires et cela implique une pédagogie de tous les jours, qui n'est pas réalisée. La France n'est pas seule dans ce cas, mais sa place en Europe a toujours été à l'avant-garde et son trouble est donc plus grave. Depuis Robert Schuman, initiateur du projet, tous les présidents s'y sont peu ou prou impliqués, l'ont nourrie de leurs propositions (pas tous) et ont pu expliquer aux Français ce qu'ils voulaient pour le continent. Ce n'est plus le cas depuis l'avènement de l'Euro et les Français s'en sont largement détournés puisqu'on ne leur en parle pas !

Ensuite, incontestablement les changements survenus en Europe ont modifié la perception de l'Union. C'est peu dire que les Français ne reconnaissent plus « leur Europe ». Elle s'est installée, alourdie, élargie, diversifiée et parle anglais ! Construite par le droit et onze traités, elle est championne du juridisme – pourrait-il en être autrement s'agissant d'accords entre nations souveraines ? – et le droit est parfois devenu pour son administration une fin en soi, faute d'impulsion politique venant notamment des Etats membres. Cette absence de « politique » sert ainsi de prétexte à la dénonciation récurrente du « déficit démocratique européen ». S'il existe, il est largement dû à l'indifférence des institutions françaises envers ce qui se passe à Strasbourg et Bruxelles.

La France quant à elle, n'a pas brillé ces derniers

4. Enquête Le Figaro-IFOP-
Fondation Robert Schuman, le
Figaro 24 mars 2017
5. Idem.

temps, par ses propositions européennes. Au point même que certains estiment qu'elle en est absente. Or la France est un pays qui préfère collectivement imaginer les règles plutôt que de les respecter dans la durée. C'est elle qui invente ainsi la règle des 3% de déficit budgétaire à ne pas dépasser et qui la conteste sans relâche depuis ! Elle n'en invente même plus et se plaint dans les critiques incantatoires au moment où l'Union européenne est la seule au monde à s'efforcer de réguler une globalisation sans direction.

On peut ainsi conclure provisoirement que la campagne électorale française a révélé tous les tourments européens des Français, mis en musique, voire instrumentalisés par les différents candidats.

Il y a ceux, avec Marine Le Pen et quelques marginaux, qui souhaitent « jeter le bébé avec l'eau du bain », il y a ceux qui souhaitent la « réorienter », voire la « réinventer », qui contestent les traités et veulent les réformer. Certains voient dans les réformes institutionnelles l'alpha et l'oméga de la politique européenne de la France. Il y a ceux qui prônent encore « l'Europe des nations » en référence à une phrase du Général de Gaulle, comme si elle n'était pas toujours une alliance de nations souveraines. Il y a enfin ceux qui acceptent de s'inscrire dans le cadre européen et avancent des propositions bien peu imaginatives pour la relancer. Seul Emmanuel Macron, qui a reconnu l'imperfection de certaines politiques européennes, se refuse à la critiquer et se déclare ouvertement européen, concédant qu'il fallait, comme François Fillon d'ailleurs, renforcer l'euro, sa gouvernance et son organisation.

Bien peu d'idées nouvelles auront été avancées, aucune explication de la situation actuelle de la scène internationale et de l'Union. Un seul slogan imposé par les populistes : « L'Europe va mal ». Mais l'Europe ce sont ses Etats membres ! Et si c'était la France qui, en fait, allait mal ? Beaucoup de poncifs, d'assertions non vérifiées, par exemple sur les travailleurs détachés ou sur les régulations européennes, de loin les plus protectrices au monde ; et finalement rien de bien concret. 114 parlementaires socialistes soutenant Benoit Hamon ont publié dans le Monde du 13 avril une tribune qui résume ainsi l'opinion majoritaire et

contradictoire de la classe politique française : Nous sommes « pour une Union européenne plus sociale, écologique et tournée vers la solidarité. L'Union européenne va mal, mais seule l'Union européenne peut nous sortir de l'ornière » !

Le peut-elle vraiment et n'est-ce pas d'abord le devoir du futur président de sortir la France de sa léthargie et de ses contradictions ? Y-a-t-il un espoir de réconcilier une majorité de Français avec la construction européenne ?

Cette élection présidentielle marquera de toute façon un tournant majeur dans la politique européenne de la France. Ce pourrait être pour le pire si l'emportaient les pulsions populistes constatées ailleurs. Ce pourrait être aussi pour un véritable retour de la France en Europe.

RÉCONCILIER LA FRANCE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

Deux électeurs sur trois estiment que la dimension européenne comptera « de manière importante » dans leur vote⁶ à l'élection présidentielle.

Les Français ne sont donc pas devenus anti-européens ou europhobes. Seule une infime partie d'entre eux, par rejet, colère ou conviction, se revendique comme tels.

En revanche l'attente envers l'Europe est forte et son image s'est dégradée.

Elle doit être à la fois un sujet de fierté, susciter un sentiment d'appartenance qui n'a jamais été cultivé et depuis longtemps par les responsables politiques français, et aussi permettre une plus grande efficacité dans la résolution de questions aussi complexes que la sécurité de l'Europe, les migrations ou la relance économique.

Les Français attendent manifestement que l'Europe soit « plus politique », et les innovations du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, devraient le permettre. Cela exigera du nouveau président qu'il s'en empare, qu'il en fasse un sujet quasi-quotidien, qu'il explique en transparence ce qu'il entend décider avec ses partenaires dans ces domaines-clefs, ainsi que pourquoi et comment il faut souvent faire des compromis pour obtenir leur accord. S'il oblige les dirigeants européens à ne pas

6. In *Le Monde* 14 et 15 avril
« Les décodeurs ».

permettre. Cela exigera du nouveau président qu'il s'en empare, qu'il en fasse un sujet quasi-quotidien, qu'il explique en transparence ce qu'il entend décider avec ses partenaires dans ces domaines-clefs, ainsi que pourquoi et comment il faut souvent faire des compromis pour obtenir leur accord. S'il oblige les dirigeants européens à ne pas se contenter de la situation présente, il gagnera le soutien de ses concitoyens. S'il aborde les grandes problématiques mondiales devant ses électeurs, il trouvera leur intérêt. Expliquer les interdépendances économiques, financières et donc diplomatiques, les conséquences de l'hyper-connectivité, la remise en cause du multilatéralisme ou la vassalisation inéluctable des petites puissances par leurs grands voisins, les migrations ou la territorialisation des océans, futurs enjeux des rapports de forces entre Etats, voilà des sujets qui gagneraient à être portés devant l'opinion⁷.

7. A cet égard, on lira avec profit l'étude publiée sous la direction de Mark Leonard en janvier 2016 : «Connectivity wars», European Council on Foreign Relations, Londres. (london@ecfr.eu)

En fait, au stade où en est parvenue l'intégration européenne, les motifs de soutien de l'opinion publique française sont à portée de main d'un président élu. L'Union s'est intégrée par le rapprochement et le croisement progressif des intérêts nationaux. Nombre de ces derniers sont d'ailleurs partagés sans que cela ne soit contesté. Mais relever des défis qui touchent aux prérogatives régaliennes des Etats ne peut être accompli que par des coopérations restreintes entre Etats qui, en quelque sorte, montrent l'exemple. En évitant ainsi tous les débats sur « l'Europe à plusieurs vitesses » ou le « noyau dur », qui inquiètent à juste titre ceux qui ne veulent pas faire partie des moins disant et ne souhaitent pas être exclus du fonctionnement de l'Union européenne, un président français volontaire est en mesure de contribuer à la relance et la réforme de l'Europe pour le plus grand bénéfice de son pays. Il peut imaginer une nouvelle forme d'intégration européenne volontaire : l'intégration par l'exemple. Il aurait, pour cela, le soutien des Français.

Il lui appartiendrait en l'occurrence, de prendre l'initiative de proposer à ses partenaires privilégiés de s'atteler en commun à garantir la sécurité de l'Europe, à mettre sous contrôle la question migratoire et à participer pleinement à la croissance économique de l'Europe, déjà supérieure à celle

des Etats-Unis en 2016 (1,9% en moyenne contre 1,6%), mais dont la France n'a pas profité (1,1%).

Avec le Royaume-Uni, la France dispose de l'armée la plus complète d'Europe, la seule indépendante et capable de projection tout en déployant une dissuasion nucléaire crédible et une marine océanique désormais au premier rang européen.

Elle est donc en situation d'ouvrir des champs de coopération jusqu'ici peu explorés. Son porte-avions a par exemple mené campagne en Syrie et en Irak accompagné de frégates belges, allemandes ou britanniques. Nos armées ont l'habitude et le goût des coopérations opérationnelles. Elles peuvent être renforcées et développées pour peu que leur coût soit mieux partagé et que la France elle-même accepte de donner à ses armées toute la force dont elles sont capables par un effort exceptionnel d'investissement. Par exemple, la France devrait lancer le plus vite possible la construction d'un second porte-avions, dont la vocation et l'utilité européennes sont démontrées. Le fait que les opérations militaires ne puissent pas être conduites par un comité, un collège ou une commission est une évidence qui doit conduire les Européens, pour autant qu'ils trouvent des interlocuteurs ouverts, à accepter pour la France un rôle moteur en matière militaire. S'ils souhaitent être plus indépendants des Etats-Unis, dont les intérêts nationaux sont différents des nôtres, et assurer eux-mêmes une sécurité durable et crédible de l'Europe, la France peut leur offrir des possibilités de développement. Non pas pour faire la guerre, mais pour être capables de la faire, c'est-à-dire garantir la paix. Voilà un sujet tangible et immédiat, dont les Français pourraient être légitimement fiers grâce à l'Europe.

Il en va de même en matière d'immigration. La France n'a pas connu la vague de réfugiés qui a déferlé sur l'Europe centrale, la Grèce, l'Italie et l'Allemagne, mais elle connaît un problème de maîtrise de l'immigration économique en provenance des pays du Sud. Elle ne saurait rester seule derrière ses frontières sans prendre le risque de se trouver confrontée à son tour à des pressions migratoires durables. Il en va donc d'une coopération avec les pays concernés dont elle peut prendre l'initiative. L'objectif doit être de

contrôler et maîtriser les flux en fonction des besoins et des capacités d'accueil de chacun. Une coopération à quelques uns renforcerait les efforts déjà accomplis au niveau européen.

Enfin, en matière économique, il est clair que la France doit d'abord libérer ses forces et ses atouts. Elle doit faire, à sa manière et selon ses propres traditions, le travail de modernisation qu'elle n'a pas eu le courage de réaliser et qui la place en retard par rapport à nombre de ses partenaires. Dès que seront tracées de nouvelles perspectives de libération des potentialités françaises et qu'elles seront inscrites dans la durée, pourra s'ouvrir une phase de discussions avec nos partenaires sur l'euro, sa gouvernance, son contrôle, son organisation. La France est attendue mais elle ne doit pas attendre pour engager ses propres efforts, ceux qui lui ont manqué ces dernières années et qui ont aggravé pour elle la crise économique et le chômage. C'est une question bien française qui ne peut être résolue qu'en interne, afin de profiter à plein de la dimension européenne. Les recettes sont connues, débattues dans la campagne, controversées entre les candidats et les partis. Une fois le vote démocratique intervenu, l'économie française peut rattraper le retard qu'elle n'aurait jamais dû prendre sur ses proches voisins.

Ce sont quelques exemples d'initiatives françaises qui replacent la France au cœur de l'Europe et peuvent lui profiter dans ses efforts de redressement. D'autres sont imaginables en matière spatiale comme dans le domaine maritime où la présence française et l'implication européenne sur tous les océans offrent au petit continent que nous sommes les espaces du futur. Les ambitions françaises devraient faire l'objet de vrais débats dans cette campagne. Ils démontreraient

combien elles peuvent recouper les préoccupations d'autres Européens, plutôt que de chercher en Europe les raisons de la faiblesse temporaire des performances françaises. L'Union européenne n'est en rien la cause de la situation française. Mais la France est frappée comme d'autres de doutes et d'angoisses légitimes qu'il faudra bien lever. Ce sera le premier devoir du nouveau président.

Pour les questions intérieures comme pour les sujets européens, il devra tenir compte des critiques et des contestations. Celles-ci ne doivent pas être rejetées avec mépris comme c'est trop souvent le cas. Elles doivent être entendues et trouver des réponses concrètes, argumentées et agrémentées de résultats, voire justifier des réformes dans le fonctionnement de l'Union européenne. Une France volontaire a de bonnes chances d'être écoutée et entendue de ses partenaires. Nul doute qu'ainsi les Français soient en mesure de retrouver un chemin européen qu'ils n'ont jamais vraiment quitté mais dont ils n'entrevoient plus l'issue. Si la France est plus active en Europe, les Français y trouveront des raisons de satisfaction et d'adhésion. Un élan positif, voilà bien ce qui manque dans cette campagne étonnamment négative en matière européenne ! C'est dommageable pour la France et ses intérêts nationaux. Espérons qu'il n'en sera pas de même après ce scrutin important, aux résultats encore incertains.

Si les Français élisent un président résolument européen et qui s'engage, ils peuvent retrouver des motifs de fierté d'appartenir à l'Europe. L'Union européenne, puissance régulatrice de la mondialisation aura, quant à elle, plus de chances d'évoluer dans le bon sens. La France sera-t-elle de retour en Europe ? C'est l'un des enjeux de cette élection.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.